

La sagesse, la vérité et le profit : réflexions sur le rôle et la responsabilité économique d'une haute école

Autor(en): **Neiryneck, Jacques**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales**

Band (Jahr): **55 (1997)**

Heft 1: **Innovation et compétitivité : le rôle de l'interface recherche-industrie**

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-140627>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

LA SAGESSE, LA VÉRITÉ ET LE PROFIT : RÉFLEXION SUR LE RÔLE ET LA RESPONSABILITÉ ÉCONOMIQUE D'UNE HAUTE ÉCOLE

Jacques NEIRYNCK
Professeur à l'EPFL
Lausanne

Si l'on avait proposé à un professeur d'université, voici quelques décennies à peine, de définir la responsabilité économique de son institution, il aurait été ébahi. On ne rappellera jamais assez que l'université traditionnelle, comme le monastère, le conservatoire ou le collège, constituait le lieu même de la gratuité. Les études ne servaient à rien, en principe. Les plus besogneux d'entre les étudiants se qualifiaient plus ou moins en vue d'exercer certaines professions, médecin, magistrat, notaire, avocat. Mais beaucoup d'étudiants passaient quelques années de folle jeunesse loin de leur famille, sans aucune visée utilitaire. Les professeurs, peu nombreux transmettaient leur charge par la voie du népotisme et ne se livraient guère à de véritables travaux de recherches. Dans le meilleur des cas, c'étaient des érudits, dans le pire des cas, des prébendiers. Les médecins de Molière sont les représentants littéraires de la caste des notables universitaires, se reproduisant de génération en génération, sans autre rapport à l'économie que la jouissance de certains privilèges corporatistes.

Quant au budget de fonctionnement d'une université, il se réduisait à peu de choses, car les laboratoires étaient rares et munis d'un équipement sommaire, les étudiants beaucoup moins nombreux qu'aujourd'hui et bien moins encadrés. Un auditoire délabré, un tableau noir, quelques craies, un professeur hors d'âge, deux cents étudiants somnolents, tout cela ne va pas chercher bien loin. Pesant peu sur les finances publiques, l'université n'avait pas à justifier son utilité économique.

De la gratuité à l'utilitarisme

Il existe plusieurs conceptions de l'université qui reposent sur cette optique de gratuité.

A l'origine, il en est ainsi de l'université médiévale, surgie presque par hasard au XII^e siècle et essentiellement destinée aux besoins de l'Église, dépositaire de toutes les attributions intellectuelles de la société. Le "studium generale", association permanente d'étudiants et de professeurs, se perpétue pour reproduire de génération en génération la totalité du savoir humain. Cette définition est lourde de sens parce qu'elle donne la priorité à l'**autonomie** de l'institution plutôt qu'à son insertion dans la société, à l'**érudition** encyclopédique plutôt qu'à la spécialisation. Cette université est un lieu d'**enseignement**, pas un lieu de recherche. Il s'agit de former des esprits intellectuellement, moralement, religieusement dans le cadre d'une école de sagesse. On peut retrouver cette conception dans les écrits de John Henry Newman, de Jacques Maritain ou de John Stuart Mill. Oxford et Cambridge sont restés aujourd'hui les prototypes de cette conception de l'université.

La conception qui prend naissance en Allemagne au début du XIX^e siècle est toute différente mais elle demeure toujours empreinte de gratuité. Sous l'influence du siècle des Lumières, l'université se centre sur la **recherche** plutôt que sur l'enseignement. Sa tâche est de poursuivre la **vérité** et les étudiants doivent se former à cette activité de recherche au contact de leurs aînés. Alors s'impose l'idée selon laquelle seul le chercheur peut vraiment enseigner, car celui qui n'a jamais fait de recherche ne peut transmettre qu'une pensée inerte dont il n'a pas vraiment percé les ressorts les plus secrets. Pour donner toute sa mesure, cet effort de recherche ne peut s'effectuer que dans des structures qui restent **autonomes** : de là viennent les concepts de facultés autogérées, de collégialité et de liberté académique. Le professeur est libre de son enseignement et personne n'a le droit ni de le contrôler, ni de le restreindre. On peut retrouver cette conception dans les écrits de Wilhelm von Humboldt ou de Karl Jaspers.

Même si ces deux premières conceptions, centrées respectivement sur l'enseignement et la recherche, partagent un même idéal de gratuité et d'autonomie, la seconde est animée d'un dynamisme historique qui induisit le développement d'une structure universitaire tout à fait originale. En 1820, à Karlsruhe, a été créée une *Technische Hochschule* mettant en oeuvre le concept d'une véritable école d'ingénieurs, destinés à l'industrie. Pour la première fois, on a réalisé que l'industrie pouvait tirer **profit** de la formation d'un corps de techniciens versés dans les sciences de base comme la mathématique, la chimie et la physique. Vers la fin du XIX^e siècle les premiers laboratoires de recherche industriels firent leur apparition. L'université allemande et son extension vers les hautes écoles d'ingénieurs a été un élément décisif pour le glissement, d'Angleterre en Allemagne, du foyer central du développement technique. Sans doute à ce moment-là, pour la première fois, l'institution universitaire prend un tour ouvertement utilitaire.

Cette conception utilitariste de l'université culmine dans l'organisation socio-politique de l'URSS où l'université devient un simple **facteur de production**. L'objectif est de former des spécialistes hautement qualifiés, endoctrinés dans l'esprit du mar-

xisme-léninisme, menant à bien des recherches utiles pour l'industrie, répandant les connaissances scientifiques et politiques dans la société. Il s'agit évidemment d'une conception aux antipodes de l'université médiévale, qui se définit par son autonomie et son universalité, alors que l'université communiste est asservie au pouvoir et composée de spécialistes.

On a de la sorte parcouru tous les intermédiaires entre deux conceptions radicalement opposées. La première affirme que l'université rend le maximum de services à la société quand elle est autonome et non spécialisée et qu'elle se rend utile sans être utilitaire; la seconde que l'université constitue un facteur du développement socio-économique dans la mesure où elle est intégrée au processus de production. Avant de disserter du rôle économique d'une haute école, il faut commencer par se situer par rapport à ces deux extrêmes qui ne sont sans doute optimaux ni l'un, ni l'autre.

Il faut naviguer entre deux écueils : d'une part un club de gentleman oxoniens, jouissants d'une indépendance totale, occupés par quelques études désintéressées portant sur des sujets abstraits; d'autre part une pépinière de cadres qui sont entraînés à produire sans réfléchir.

L'Allemagne du XIX^e siècle a démontré que la conception oxonienne n'était pas réaliste et elle est devenue une grande puissance industrielle en s'en écartant. Mais un siècle plus tard, elle a aussi déclenché deux guerres mondiales qui n'ont pas été spécialement productives, ni pour l'Allemagne, ni pour l'Europe, ni pour le monde. L'université allemande n'a pas trouvé les ressources intellectuelles pour résister à la montée de la barbarie nazie, tandis que l'esprit de Cambridge et d'Oxford a sauvé la démocratie à un moment critique.

De même, l'université soviétique, la plus utilitaire de toutes, n'a finalement pas conduit l'URSS vers la prospérité économique, bien au contraire : l'absence d'esprit critique conduit une société à la stagnation bureaucratique et au gouvernement de la police politique.

Pour un concept équilibré

Aujourd'hui, l'université soulève les mêmes problèmes que la société industrielle : jusqu'où les exigences de la productivité sont-elles contraignantes? A partir de quelle limites jouent-elles à fins contraires? On pourrait remarquer que cette problématique surgit pour chaque individu : s'il ne travaille pas du tout, il mène une vie misérable matériellement et psychologiquement; s'il travaille sans désespérer, il n'a même plus le temps de jouir des fruits de son travail.

L'équilibre entre les deux pôles n'est pas facile à réaliser, sinon au niveau théorique. Le problème consiste à incarner cet équilibre dans des décisions de gestion prises au jour le jour, sous la pression des événements, sans prescience de l'avenir. Faut-il ac-

cepter tel contrat industriel qui permettra d'engager de nombreux assistants, bien nécessaires pour encadrer les étudiants, mais qui asservira aussi le laboratoire à une stratégie étroite, à très court terme? Faut-il conserver un professeur qui est considéré comme génial par ses pairs dans le monde entier, mais qui ne se plie à aucune discipline administrative ou budgétaire et qui se désintéresse de l'utilité éventuelle de ses travaux? Faut-il faire confiance à une faculté ou à un département pour répartir une enveloppe budgétaire et des postes de travail entre les différentes unités, ou bien faut-il gérer cette répartition depuis un organe de direction centralisé? Faut-il tolérer des duplications entre centres de recherches de diverses universités dans le même pays, surtout lorsque ce pays est petit, ou bien faut-il planifier la répartition des centres de compétence à l'échelon national?

Toutes ces questions sont débattues aujourd'hui à tous les niveaux de décision pour deux raisons convergentes :

- l'institution universitaire forme une proportion croissante des jeunes et elle se développe de la sorte, sans que l'on sache où fixer une limite. Elle coûte cher sans que l'on puisse enrayer ses appétits budgétaires. Tous les jeunes ont-ils droit à un enseignement universitaire? Sinon, comment déterminer une limite et choisir les heureux élus?

- les hautes écoles ont démontré durant ce siècle qu'elles pouvaient exercer une influence décisive sur le développement économique d'une région ou d'un pays. L'exemple de la synergie entre Stanford et la Silicon Valley hante les rêves de tous les hommes politiques en charge d'une économie branlante.

Aujourd'hui, une université coûte cher mais elle peut aussi rapporter bien plus qu'elle n'a coûté. Dès lors la problématique universitaire contemporaine n'a plus rien à voir avec celle d'hier. C'est devenu un enjeu du pouvoir et un lieu de profit.

La tentation de l'université planifiée

La tendance actuelle s'oriente nettement vers l'université utilitariste d'inspiration libérale.

Pour choisir un professeur, les critères traditionnels comme le nombre de publications, les distinctions scientifiques, le patronage de doctorats, cèdent le pas devant les capacités réelles et supposées de managers. L'important est de disposer d'un carnet d'adresses et d'un réseau de relations qui permettront de décrocher des contrats de recherche. D'ores et déjà, le statut des professeurs n'a pas cessé d'être précarisé : au lieu d'être nommés à vie, ils le sont pour dix ans, puis pour des mandats de six ans, etc. ; certains d'entre eux commencent à être licenciés pour des raisons qui n'apparaissent pas toujours clairement. Lorsque l'un d'entre eux s'engage, au nom de la liberté académique, dans une controverse d'intérêt public (pour ou contre l'énergie nucléaire, pour ou contre Rail 2000), il se fait sèchement rappeler à l'ordre par les autorités. Si l'on écoutait les

milieux patronaux, les professeurs perdraient toute autonomie et se verraient engagés dans le cadre d'un contrat de droit privé, qui permet effectivement de les licencier avec un préavis minimal. En un mot, le statut de magistrat intellectuel, inamovible et indépendant, cède la place à celui de chef de service, révocable sur le champ, soumis à un devoir de réserve.

Curieusement, l'université planifiée selon l'idéologie libérale rejoint l'université communiste. Dans l'un comme dans l'autre cas, elle ne représente qu'un facteur de production, que le pouvoir doit contrôler d'autant plus étroitement que son importance est décisive dans la compétition économique et que son prestige pourrait en faire un contre-pouvoir redoutable. Par des cheminements différents, on arrive au même résultat. La quête de la sagesse et la recherche de la vérité sont remplacées par la poursuite du profit. Cela n'a rien d'étonnant : une société génère une université à son image.

Peut-on se satisfaire de cette conception? Il ne s'agit pas de recourir à un discours moralisateur ou à une nostalgie rétrospective pour justifier une réponse négative à cette question, puisque ces arguments se situent sur un plan que l'optique utilitaire ne considère même pas. Il faut montrer que cette conception est inefficace au point de vue même de l'économie.

La catastrophe économique

Si l'université se résume à un facteur de production, elle ne peut plus constituer une instance de réflexion critique et indépendante. Immergée dans le processus, elle dérive avec lui. Elle ne parvient même plus à l'analyser, pas plus qu'un professeur soviétique imbibé de marxisme-léninisme n'avait l'ouverture d'esprit pour contester la société soviétique.

Le chômage est devenu structurel dans les sociétés développées, sans que l'on parvienne du reste à isoler et à ordonner tous les facteurs qui le produisent : délocalisation des industries manufacturières, excès de protection sociale, saturation des marchés, rapidité du progrès de la technique, doctrines économiques à tendances déflationnistes, entraves au marché, etc... Nous naviguons sans carte en utilisant un navire sans pilote.

Or, nous ne pouvons nous résigner à un système économique aberrant caractérisé par des règles du genre : de moins en moins de gens travaillent de plus en plus pour que de plus en plus de gens ne travaillent pas du tout; la prospérité du plus grand nombre exige le chômage de quelques-uns. Il est impossible d'accepter cette société limite vers laquelle nous tendrions, où moins de la moitié de la population en âge de travailler trouverait un emploi. Selon quel critère déterminer la moitié autorisée à travailler? Que faire de l'autre moitié? Comment maintenir la démocratie traditionnelle dans une société coupée en deux?

Par ailleurs, personne n'est vraiment convaincu que le partage du travail soit la panacée. Comme les travailleurs ne sont pas interchangeables, certains sont inutilisables dans une économie développée. Il n'est pas évident que la quantité de travail soit déterminée à l'avance et qu'il faille en quelque sorte partager un gâteau dont on ne pourrait accroître les dimensions. Il y a quelque chose de déplaisant dans l'idée d'empêcher quelqu'un de travailler et quelque chose d'irréaliste à s'imaginer que ces contraintes seraient respectées sur toute la planète de la même façon, sans qu'une concurrence sauvage ne joue.

La réalité économique a changé de façon tellement radicale que les méthodes utilisées jadis pour gouverner sont devenues obsolètes. Une fois de plus, le progrès de la technique a anticipé le progrès de la société grâce à la technique. Nous ne parvenons pas à organiser la société qui serait adéquate pour que nous puissions tirer pleinement parti des techniques neuves.

D'une façon ou d'une autre les techniques de l'information suppriment des emplois dans le secteur des services privés ou publics. La productivité de chaque travailleur s'accroît dans des proportions considérables et il faut pas mal d'inertie pour maintenir des emplois devenus inutiles. Dans une structure en réseau où l'information circule librement il n'est plus besoin de nombreux relais hiérarchiques. Les chefs, les petits chefs et les hommes politiques s'emploient provisoirement à les préserver, car ce sont leurs emplois qui sont les premiers menacés.

Cette révolution technique ne doit pas être enrayée. Rien ne serait plus absurde que de refuser des outils techniques qui sont disponibles et qui peuvent faire gagner en productivité. Ce n'est ni en partageant une quantité supposée invariante de travail, ni en entravant le progrès technique qu'une société sortira de l'ornière. C'est au contraire en poussant la technique jusqu'au bout de sa logique que l'on dégagera les moyens de proposer une autre vie.

Et, curieusement, c'est bien là que la source des idées s'assèche. Il faut renoncer à des réflexes bien ancrés, des habitudes de pensée devenues des secondes natures, des postulats dépassés. Dans ce travail de réflexion, rien n'est plus dangereux que le maniement de l'utopie ou du dogme. La société communiste dans le premier cas, la société capitaliste selon Reagan et Thatcher dans l'autre cas, ont montré et montrent encore à quels niveaux d'aberration on peut aboutir lorsque la pensée unique se sclérose. Le propre d'une idéologie est de paraître l'équivalent d'une loi de la nature aussi longtemps qu'on la pratique. La plupart des décideurs économiques croient (au sens fort du verbe) en l'existence d'une sorte de gouvernement virtuel de la planète, qui déterminerait souverainement la croissance et en partagerait les bénéfices ou les pertes entre les nations. Au niveau local, gouvernants et dirigeants ne disposeraient que d'une marge réduite pour redistribuer quelques bénéfices secondaires. La "gouvernance" se réduirait à découvrir et à pratiquer "la seule politique possible".

Nous ne pouvons plus nous payer le luxe des improvisations économiques et des chipotages politiques. Il est temps d'aborder le défi mentionné dans un esprit rationnel et lucide, faisant litière de tout préjugé. Il serait temps d'investir davantage dans la recherche des moyens convenables d'utiliser la technique que dans le développement aveugle de celle-ci. Rien n'est plus sot que de diminuer aujourd'hui les subventions à la recherche dans les sciences humaines sous prétexte d'urgence, alors que celle-ci provient précisément d'un déficit dans cette recherche.

L'économie de la sagesse et le profit de la vérité

Si l'université est utilisée en dehors et à rebours de sa définition originale, elle ne peut plus servir aux desseins qui ont suscité sa création. Face à la crise qui monte, les hautes écoles ne parviennent pas à tenir leur place : celle d'instance de recours, de source de sagesse, de mise en perspective des problèmes immédiats, de laboratoire des idées et de gestionnaire du long terme.

Ceci ne signifie pas du tout qu'une haute école ne doive pas gérer son budget avec rigueur, ni qu'elle puisse s'abstenir de former les spécialistes dont la société a provisoirement besoin, ni qu'elle puisse se replier sur elle-même. Mais elle doit aussi avoir la faculté de critiquer l'économie, sans que la société s'arroge le droit de persécuter enseignants et chercheurs qui seraient porteurs de messages inquiétants ou d'idées originales.

Dans les années 70 quelques rares professeurs ont prédit que la technologie actuelle des centrales nucléaires produirait tôt ou tard une catastrophe majeure par fusion du coeur. Ils ont été ridiculisés par les industriels et blâmés par leur direction. Or, ils avaient raison comme Three Miles Island et Tchernobyl l'ont prouvé. Mais en les faisant taire une décennie plus tôt, l'institution universitaire est apparue comme solidaire des décideurs industriels. La méfiance généralisée de l'opinion publique s'est étendue à toute la technique et à toute la science. On ne construit plus de réacteurs nucléaires et l'on a bien de la peine à préserver certaines pratiques expérimentales comme l'expérimentation biologique. En fin de compte cette erreur politique des années 70 a coûté très cher, au sens le plus terre à terre du terme.

Une haute école ne devrait rien sacrifier. **Elle est responsable de promouvoir la sagesse, la vérité et le profit au bénéfice de toute la société des hommes sans se limiter à son insertion nationale ou régionale.**

Programme redoutable parce que le financement de l'institution dépend du pouvoir politique qui ne comprend plus du tout que l'autonomie des universités et la liberté académique des professeurs constituent des atouts à long terme pour un pays. Il faudrait raisonner par analogie avec la culture ou la religion.. Une fois que le pouvoir a fixé l'enveloppe budgétaire qu'il consent à ces activités, il sait par expérience qu'il vaut mieux s'abstenir de toute interférence avec le fonctionnement interne de ces institutions.

L'exemple de l'Allemagne nazie ou de la Russie soviétique devrait demeurer à la mémoire de tous.

Ainsi le rôle et la responsabilité économique des hautes écoles ne peuvent se concevoir qu'en acceptant un paradoxe insupportable. En ne cherchant pas le profit on le trouve, et la sagesse est la source de toutes les économies.